

# La casse industrielle de Macron (p. 4)

Supplément à l'Humanité

# Communiste

www.pcf.fr

Lien d'échanges et de communication

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19<sup>e</sup> - Comité de rédaction: Jacques Chabalié - Guénolé Fournet - Yann Henzel - Méline Le Gourriérec - Jean-Louis Le Moing - Yann Le Pollolec - Emilie Lecroq - Julia Castanier - Denis Rondepierre - Lydia Samarbakhsh - Gérard Streiff - Julien Zoughebi - Directeur: Jean-Louis Le Moing  
Rédaction: Gérard Streiff (Tél.: 01 40 40 12 41) - Mèl: communistes@pcf.fr - Relecture: Jacqueline Lamothe - Mise en pages: Zouhair@NAKARA. info (Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous  
Creative Commons  
BY-NC-SA

## MÉDIAS

Découvrez les vidéos  
des député.e.s commu-  
nistes sur leur page  
Facebook et sur Twitter

La campagne de l'UEC  
sur « l'encadrement et la  
rémunération des stages  
étudiants »,  
lancée par vidéo,  
a été vue 13 458 fois  
en cinq jours.

Pierre Laurent invité de  
KTO TV catholique  
à voir sur son Facebook

Soutien et participation  
du PCF aux mobilisations  
du mardi 10 octobre (p. 3)

Les communistes  
participent activement  
à la campagne internationale  
pour la libération de  
Salah Hamouri



## Mouvement social

# La montée en puissance



À l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire de l'assassinat du Che

## Che, quel communisme ?

Hommage poétique, musical et politique à Che Guevara

Autour du livre « Vive le Che ! », qui sera dédié par son auteur Jean Ortiz

**Lundi 9 octobre 2017 à partir de 18 h 30**

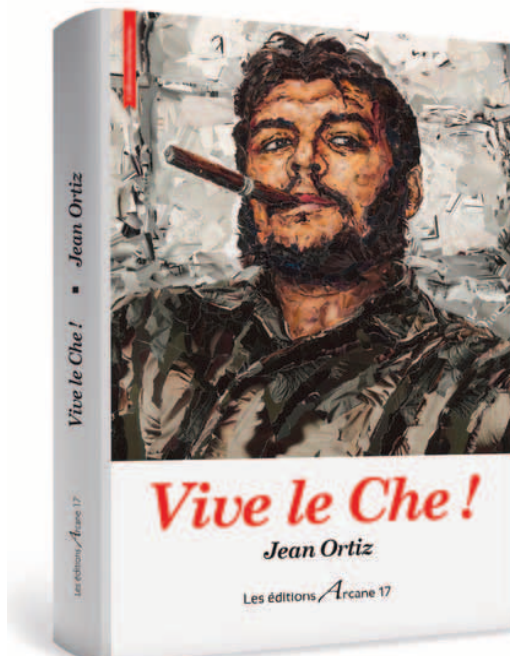
Oscar Niemeyer - 2, place du Colonel-Fabien  
Paris 19<sup>e</sup> - M<sup>o</sup> Colonel-Fabien

En présence de Pierre Laurent, secrétaire national du PCF,  
et de l'ambassade de Cuba

À l'animation : le poète Serge Pey et la comédienne Chiara Mulas  
les musiciens et chanteurs Tomas Jimenez (« Comunero ») et Vincent Ruiz

Inscriptions : [international@pcf.fr](mailto:international@pcf.fr)

Soirée organisée par la maison d'édition Arcane 17 et le PCF



Réunion des secrétaires départementaux

## Le PCF, une force qui compte

La rencontre des responsables départementaux du PCF, mercredi 27 septembre, avait un double ordre du jour : État de la mobilisation sociale et politique et consultation des communistes dans la perspective du congrès 2018. Deux campagnes qui se nourrissent mutuellement, devait dire Émilie Lecroq qui présentait le rapport d'ouverture.

**A**près avoir abordé « le premier bras de fer avec le pouvoir Macron » [sur le sujet, voir l'entretien avec Isabelle De Almeida p. 3], le rapport évoquait les suites des élections sénatoriales :

« Dans le grand chamboule-tout politique, nos objectifs ont été atteints : nous conservons nos groupes à l'Assemblée et au Sénat en les rajeunissant. Nous pouvons désormais compter sur 34 parlementaires, avec les quatre députés européens, pour mener les combats dans les hémicycles aux côtés des salariés. Cela contribue à faire du PCF une force qui compte dans le paysage politique. La réussite de notre université d'été avec une participation record et une Fête de l'Huma avec 100 000 participants de plus que l'an dernier, sont des éléments supplémentaires qui témoignent de notre combativité. Sans survoliser ces éléments, sachons tout de même les faire apprécier aux communistes, cela n'allait pas de soi. »

A propos de l'assemblée nationale des animatrices et animateurs de section, fixée au 18 novembre, Émilie Lecroq précisait : « Le CN des 13 et 14 octobre discutera de l'organisation de [cette] journée et décidera de la règle de calcul des délégations pour cette assemblée en tenant compte de la diversité de nos sections. Comme vous le savez, les résultats de ce document de consultation seront versés aux débats de l'assemblée des animateurs de section, qui proposera au Conseil national la liste des chantiers de travail ainsi que l'ordre du jour du congrès, sa date et sa méthode de préparation. Les conclusions de ces chantiers constitueront le socle de la base commune. »

La consultation des communistes vise à « rencontrer un maximum d'adhérents », non seulement pour récolter leur avis mais pour « faire débattre, réfléchir autour de nos objectifs, des obstacles comme des points d'appui que nous rencontrons, autour aussi bien sûr des transformations nécessaires à opérer. »

Le document de consultation qui est en cours de livraison dans les fédérations sous format papier est un outil pour aller au débat : « C'est dans ce sens que nous devons tourner nos efforts de directions pour le faire remplir. Suite à l'envoi mail du lien pour accéder à la consultation en ligne, 1 000 communistes ont pris le temps de répondre aux questions posées. Loin de penser que les envois mail suffiront à l'animation de cette consultation, le nombre important de retours à partir d'un seul mail montre le répondant qui existe chez les adhérents du Parti quand on leur propose de donner leur avis et de se mêler du débat de préparation du congrès extraordinaire. Cette réactivité que nous constatons doit être communiquée aux secrétaires de section, aux animateurs du Parti comme des éléments de confiance pour élargir le nombre de camarades que nous sollicitons, que nous invitons à débattre pour remplir ce document. »

### L'enjeu central du congrès

Première étape : faire en sorte que les membres des conseils départementaux, les secrétaires et exécutifs de section s'approprient le document de consultation. « Prenons le temps d'expliquer notre démarche, l'objectif de la consultation et sa place dans le processus de congrès. N'hésitons pas à organiser des remplissages collectifs afin de débattre ensemble des questions posées dans la consultation ou d'en faire émerger de nouvelles. Ainsi c'est un travail minutieux de lien et de débat que nous proposons de mettre en place. Et pour être mené à bien, il a besoin d'être animé nationalement, régionalement, au niveau départemental comme au niveau local. Pour ce faire, nous proposons de mettre en place un collectif d'animation qui se réunira chaque semaine. (...) La première mission des animateurs du collectif devra être de définir avec chaque fédération l'objectif de consultations renseignées pour chaque département. Ce collectif sera également chargé d'une lettre d'animation hebdomadaire qui sera envoyée aux fédérations, aux secrétaires de section et aux membres des conseils départementaux. »

Un numéro de téléphone et un mail de référence vont être mis en place pour répondre aux questions techniques qui peuvent se poser. « Vous l'avez compris, il s'agit ici d'entamer un travail minutieux, de programmer des rencontres, d'organiser les calendriers jusque mi-novembre. Nous proposons que l'ensemble des consultations papiers soit renvoyé à la Vie du Parti pour saisie. (...) Le Conseil national des 13 et 14 octobre sera l'occasion de faire un premier point sur l'animation de la consultation. »

Au terme de son introduction, Émilie Lecroq ajoutait :

« Nous sortons d'une phase électorale qui a été dure pour notre parti et les communistes. Du doute et des questionnements existent et persistent chez une partie des adhérent.e.s. Mais il nous faut désormais traduire ces doutes, ces réflexions en capacité d'actions et de décisions. Il ne s'agit pas uniquement du devenir du Parti communiste, mais bien de notre capacité à construire une organisation capable d'inverser les rapports de forces dans les réalités du XXI<sup>e</sup> siècle qui constitue l'enjeu central de notre congrès. »

### Libérer la parole des communistes

Dans le débat qui s'ensuit, la plupart des intervenants ont d'abord fait état du résultat des sénatoriales. Assez systématiquement, on a observé dans les départements concernés que le nombre de voix pour les candidats communistes a été nettement supérieur aux voix « prévisibles ». Tous les résultats étaient au-delà des attentes, représentant le plus souvent le double des votes espérés. Une manière, pour nombre

de grands électeurs, d'appuyer ainsi la démarche unitaire du PCF, ses valeurs de gauche. On a parlé de « rentrée positive » des communistes, du « besoin de reprendre confiance » alors même que la mobilisation sociale est en train de se renforcer.

Sur la consultation : « Il faut qu'on se donne le temps de préparer non seulement un congrès de plus mais LE congrès », a dit la secrétaire d'Eure-et-Loir. Pierre Laurent a souligné l'importance du résultat des élections sénatoriales. Le score du PCF, « cela s'est vu, il y a eu un réel écho médiatique ».



C'est le fruit « d'un gros effort politique. Des gens de gauche ont voulu que nous soyons au Sénat ». C'est aussi la conséquence de l'inquiétude qui traverse les élus locaux, confrontés à la casse du tissu territorial.

Pour le secrétaire national, Macron tente un passage en force, comme s'il s'était donné un an pour faire passer l'essentiel de ses « réformes ». Mais ce forcing se heurte à une résistance sociale extrêmement élevée, à une multiplicité d'actions qui cherchent à converger. Des gens en nombre sont dans l'action, tous les syndicats sont traversés par ce débat. « Tout conduit à être offensifs : les communistes ont envie de l'être. »

Il s'agit aujourd'hui de faire preuve d'une très grande disponibilité. Ce développement du mouvement social va compter dans les débats préparatoires au congrès. « On joue à fond la carte de la consultation, pas comme une solution miracle mais parce que ça répond à une vraie soif de débat. (...) Il faut libérer la parole des communistes. Il nous remontera des choses très intéressantes, dans une grande diversité d'opinions. »

Ce sera à la fois contradictoire et riche, il ne faut pas l'empêcher. Il faut libérer les disponibilités, prendre la température réelle du Parti. Il ne s'agit pas de parler à la place des communistes mais d'écouter ce qu'ils disent. Ce qui n'exonère pas les directions, a ajouté Pierre Laurent, d'un travail de réflexion et d'une implication dans cette préparation. Ce qui pourrait nous arriver de mieux, c'est que sur une série de questions (direction, stratégie, communisme), on soit en état de formaliser un certain nombre de nouveautés. » Tout indique qu'il y a d'ores et déjà beaucoup d'éléments de confiance et aussi beaucoup de travail pour être à la hauteur, pour motiver, mobiliser plusieurs dizaines de milliers de communistes. Le secrétaire national insista sur le fait de se donner du temps pour ce travail. Certes le calendrier, national et international, est très chargé pour tout le monde. Il faut néanmoins « avoir notre propre agenda » pour résoudre des problèmes qui demandent du temps : « S'il y a une année où il faut parler avec les communistes, c'est bien l'année à venir. » Pierre Laurent rappela enfin les initiatives prévues à l'occasion du centenaire de 1917, où il compte intervenir, le 4 novembre prochain. ✪

G. S.

**Le groupe au Sénat s'élargit et comptera désormais 15 membres. Il s'appellera Groupe communiste, républicain, citoyen et écologiste.**



# Une résistance qui se diversifie, s'amplifie

Le désenchantement à l'égard du pouvoir de Macron monte très vite dans le pays. Les ripostes se multiplient. Le point avec Isabelle De Almeida, présidente du Conseil national, sur l'état des mobilisations et l'engagement des communistes dans ces combats.



**Communistes** LE FIGARO VIENT DE FÉLICITER MACRON POUR SON BUDGET 2018...

**ISABELLE DE ALMEIDA :** Normal. Macron tape fort. De plus en plus, le masque tombe. C'est une politique de droite très libérale, et socialement très injuste qui va créer de plus en plus d'inégalités comme le montre encore le dernier rapport d'Oxfam. La présentation du budget 2018, du projet de budget de la Sécurité sociale confirment bien que Macron est le président des riches. On avait déjà eu Sarkozy, on assiste à une accélération de plus en plus flagrante aux yeux des gens. On pique dans la poche des plus pauvres pour le redonner aux plus riches. On taxe les plus démunis, on fait des cadeaux fiscaux aux plus prospères. Tout ça va toucher la vie des gens, les services publics. La loi travail va réduire les droits des salariés. Sans parler du bradage des outils industriels (voir article p. 4). L'Europe de Macron, ce serait donc démanteler la France au profit de grands groupes capitalistes.

**Communistes** CETTE AVALANCHE DE MAUVAIS COUPS SE HEURTE À UNE RÉ-SISTANCE MULTIFORME ?

**I. D. A. :** En effet, face à tout cela, des ripostes se diversifient, s'amplifient. On l'a vu le 12 et le 21 septembre. On sent que ça s'élargit syndicalement : la CGC, FO... Les routiers restent mobilisés malgré la répression. Le 10 octobre est prévue la mobilisation syndicale pour toute la fonction publique et là aussi, il y a élargissement possible. Ça bouge dans les grandes entreprises. Les cheminots ont diffusé en une semaine 500 000 journaux aux usagers sur les dangers de la mise en concurrence et l'accueil est très intéressant. Au récent congrès HLM, on a assisté à une véritable fronde des bailleurs sociaux, des élus locaux, des associations de locataires face à la stratégie logement du gouvernement qui remet complètement en cause notre modèle de logement social. Un appel signé par 60 organisations a été lancé et œuvre pour une mobilisation le 14 octobre contre la baisse de l'APL et pour le développement du logement social. Ma liste peut paraître longue mais c'est important de regarder tout ce qui se passe dans le pays : un peu partout se multiplient des rassemblements, s'écrivent des motions contre la suppression des emplois aidés et pour le prolongement de ce

type d'emplois. C'est vrai à Paris, dans le Nord/Pas-de-Calais où des actions sont menées à l'appel soit d'associations, soit d'élus. J'ajoute qu'on assiste aussi à une fronde des élus locaux. L'ARF (Association des régions de France) vient de claquer la porte au gouvernement. On voit en effet que les promesses d'aide aux communes, aux départements n'ont pas été tenues et ces collectivités s'affaiblissent. Pareil du côté des hôpitaux où une mobilisation très forte est partie de Rhône-Alpes avec une pétition de 400 médecins et hospitaliers, mouvement qui s'élargit. Idem côté fédération de la métallurgie CGT. Bref ça fourmille d'initiatives. Une grande diversité de mobilisations, une amplification de la riposte. On assiste à une véritable prise de conscience du rouleau compresseur, ultra-libéral, qu'a enclenché Macron.

**Communistes** ET COMMENT SE POSITIONNENT LES COMMUNISTES ?

**I. D. A. :** Dans ce cadre, les communistes d'une part sont présents et appellent à être de toutes les luttes qui s'organisent, nationalement et localement ; et d'autre part le PCF a toute sa place pour rencontrer les syndicalistes, pour échanger avec les usagers, les associations sur l'ensemble des revendications dont je viens de parler, à prendre avec les élus, les militants pour aider à élargir des initiatives sur l'ensemble de ces questions et à apporter et faire grandir des solutions de progrès social. Des rencontres publiques avec les parlementaires communistes se tiennent et vont se tenir pour expliquer les contenus des ordonnances sur le code du travail et sur la politique de Macron qui casse notre modèle social et porter nos propositions pour sécuriser les travailleurs et pas les actionnaires, pour sécuriser nos vies plutôt que le capital. Et nous allons poursuivre la signature de la pétition contre ces ordonnances... La campagne que nous entendons mener s'articule sur l'idée : le progrès social plutôt que la finance. Faire grandir cette idée que le progrès social est toujours une idée neuve sera la meilleure manière de stopper la politique de Macron. ✪

Propos recueillis par Gérard Streiff

## CHAMPAGNE POUR LES PROPRIÉTAIRES DE YACHTS, CEINTURE POUR LES FAMILLES AUX APL

A compter de ce dimanche, les aides personnelles au logement vont être réduites de 5 euros mensuels pour 6,5 millions de Français ; plus grave encore, nous apprenons ce jour que les APL pourront désormais être diminuées à nouveau par un simple arrêté, selon des textes parus au Journal officiel.

Fait extrêmement rare, la Caisse nationale des allocations familiales comme le Conseil national de l'habitat (CNH) ont émis un avis défavorable à ces textes, avis que le gouvernement a souhaité ignorer dans un aveuglement coupable. Cette attaque du pacte républicain est sans précédent.

La coupe violente et brutale des APL a été cachée tout au long de la campagne présidentielle par M. Macron qui, il y a 150 jours encore, à l'occasion du débat télévisé d'entre-deux-tours, assurait les yeux dans les yeux aux Français ne jamais vouloir diminuer cette allocation. Quelle légitimité le Président peut-il prétendre avoir pour conduire une politique née sous le sceau du mensonge ?

De quelle justice sociale le gouvernement ose-t-il se revendiquer quand on sait que la baisse de l'ISF coûtera aux caisses de l'État 13 fois ce que rapportera la baisse de 5 euros des APL ? Quand on sait que dans le même temps, le gouvernement choisit d'exonérer d'impôts les yachts, les lingots et les chevaux de course ? Quand on sait qu'il sabote les bailleurs sociaux en ponctionnant massivement leur trésorerie, au détriment des locataires du parc social ?

Champagne pour les propriétaires de yachts et de Ferrari, ceinture pour les autres. ✪

Ian Brossat  
chargé du logement au  
PCF

## PLANÈTE

### CATALOGNE

# La France doit condamner les violences du gouvernement Rajoy

La journée du 1<sup>er</sup> octobre qui s'est déroulée en Catalogne restera dans les mémoires comme celle où le chef de gouvernement de l'État espagnol a préféré faire usage des armes anti-émeutes contre ses concitoyens catalans que de les laisser s'exprimer par un vote quand bien même le scrutin était déclaré illégal si l'on s'en tient aux règles qui régissent les rapports entre les institutions catalanes et l'État espagnol, dans le cadre constitutionnel actuel. De plus, toutes les conditions nécessaires à un vote démocratique n'étaient pas réunies. Pour Mariano Rajoy, qui ajoute le mépris à la violence, il ne se serait « rien passé » ce dimanche où 42 % du corps électoral catalan s'est déplacé et que près de 900 personnes ont été blessées par la Guardia Civil espagnole.

Le silence appuyé du président Macron et de son gouvernement, parlant de « troubles à l'ordre public » et d'affaires « intérieures » espagnoles, est aussi indigne que le comportement de Mariano Rajoy. Les violences policières sont intervenues le jour où la France prenait la présidence du Conseil de sécurité de l'ONU, mais ni le président de la République ni son gouvernement n'ont cru bon de les condamner alors que des millions de Françaises et Français ont exprimé leur inquiétude et leur refus de la répression.

L'urgence à la veille de la grève générale qui se déroulera ce 3 octobre en Catalogne est à la mise en place d'un cadre de discussion et négociation politique démocratique entre le pouvoir espagnol et la Catalogne ouvrant la possibilité réelle pour les Catalans d'exprimer paisiblement et démocratiquement leur choix.

Pour sa part, en ayant fait, lui, le choix de la répression, Mariano Rajoy s'est disqualifié. Les forces démocratiques de l'ensemble de l'État espagnol doivent concourir à ce qu'il laisse la place, favorisant ainsi la reprise d'une réelle discussion entre les forces démocratiques pour favoriser le retour au calme, au débat politique et à la concorde en Catalogne comme dans tout le pays. Le Parti communiste français exprime sa solidarité avec les victimes de la répression, les femmes et hommes blessés ce 1<sup>er</sup> octobre, et apporte son soutien aux forces de gauche espagnole et catalane signataires du « Manifeste pour la liberté, la fraternité et la coexistence » adopté à Saragosse et qui appelle à une sortie de crise dans le plein respect du droit des peuples à s'exprimer librement. ✪

Parti communiste français  
Paris, le 2 octobre 2017



# La funeste stratégie industrielle d'E. Macron

L'absorption d'Alstom par Siemens et la prise de 50 + 1 % du capital de STX par Fincantieri ne relèvent pas du bradage de circonstance. Elles s'inscrivent dans la mise en œuvre systématique d'orientation politique dans le domaine des industries stratégiques que sont l'aérospatiale, la navale, l'armement, le ferroviaire, les télécommunications, l'énergie. Il s'agit de la continuation d'une stratégie initiée par Emmanuel Macron dès son accession au ministère de l'Économie et de l'Industrie en 2014.

Ainsi, en 2014, Macron, sous prétexte qu'il n'y aurait pas d'autres solutions viables, accepte la cession de la branche énergie d'Alstom à General Electric afin de constituer un champion mondial dans le domaine, on emploie déjà l'expression d'Airbus de l'énergie.

En 2015, dans le domaine de l'armement terrestre, Macron procédait à la fusion de Nexter<sup>1</sup> avec l'allemand KMW<sup>2</sup>. Créant la société NKDS détenue à 50 % par l'État français et à 50 % par KMW. L'objectif était « de faire un Airbus de l'armement terrestre ».

La même année, dans le domaine des équipements de télécommunication, le même Macron se faisait le militant de l'absorption d'Alcatel Lucent par Nokia, en déclarant notamment que ce rapprochement « allait faire naître un Airbus des équipements de télécom ».

Mai 2016, Macron approuve la fusion de Technip avec le texan FMC, car cela permettra de créer « un Airbus du parapétrolier ». L'opération tourne au drame pour les salariés français, la fusion n'ayant été qu'un moyen pour FMC d'éliminer un concurrent et de récupérer les brevets<sup>3</sup>.

Juin 2017, dans le domaine de l'armement naval, DCNS devient Naval Group, avec la volonté de constituer à terme un « Airbus de la navale » avec STX, et les Italiens Fincantieri et Leonardo<sup>4</sup>. Juillet 2017, Macron et Merkel annoncent leur volonté de développer plusieurs systèmes d'armement, dont un avion de combat européen destiné à remplacer à « long terme » les Typhon et les Rafale.

L'argument utilisé est toujours le même : constituer des champions ayant la taille critique pour affronter la concurrence mondialisée.

Pour justifier toutes ses fusions qui privent notre pays de ces outils industriels stratégiques, il est invoqué, comme une formule magique, la « constitution d'un Airbus de... ». Cette référence est mensongère car, historiquement, le GIE d'Airbus n'a pas été le produit de fusions et d'absorptions d'entreprises. Il s'est d'abord construit, avec le soutien des États, à partir d'un projet de coopération inter-entreprise de construction d'un avion de ligne, en l'occurrence l'A300, et puis du programme du monocouloir A320 qui a représenté une véritable rupture technologique permettant le succès commercial d'Airbus. En 2000 la structure de GIE<sup>5</sup> fut abandonnée au profit d'EADS<sup>6</sup> produit de la fusion des Français Aérospatiale et Matra, de l'Allemand Daimler et de l'Espagnol CASA. Aujourd'hui, sur fond de désengagement de l'État français, de retrait des actionnaires historiques privés Lagardère et Daimler, et d'entrée au capital des banques publiques des Landers, EADS est devenu Airbus group. Les plans de restructuration sous pression de la soif de dividendes des 73,62 % d'actionariat privé flottant sont devenus un vrai handicap pour le développement et l'avenir d'Airbus.

Ainsi, si l'on voulait faire un Airbus du rail, les coopérations seraient plus à chercher entre Alstom et Bombardier qu'avec Siemens. Pour STX, les questions se posent en termes de diversifications des productions et des activités dans le cadre de multiples coopérations avec des partenaires français et européens. A contrario d'Airbus, c'est-à-dire d'un vrai projet industriel, les fusions de Nexter, Alstom, Alcatel, Technip, STX ne sont que des opérations de concentration financière qui répliquent la même matrice : à savoir, prise de contrôle d'au moins 50 % du capital



par un groupe concurrent, désengagement partiel ou total de l'État de l'actionariat et de la gouvernance. La durée des « garanties » sur l'emploi, la pérennité des sites et la gouvernance est indexée sur le carnet de commandes<sup>7</sup>. Cette matrice conduit à un pillage des brevets fruit du travail des salariés et de l'argent public, à des destructions d'emplois, des fermetures de sites, au démantèlement de son tissu d'équipementiers et de sous-traitants. Elle entraîne des pertes de savoir-faire irrémédiables. In fine cela aggrave le déficit commercial du pays en conduisant à importer ce que nous ne concevons et ne produisons plus.

## Un complexe militaro-industriel

Avec ces opérations, Macron vise deux objectifs :

- La constitution d'un « système global de sécurité » européen intégré à l'OTAN, avec comme matrice un puissant complexe militaro-industriel essentiellement privé dont le socle serait constitué par l'Allemagne et son hinterland, la France et l'Italie.
- Rendre irréversible sous couvert de « souveraineté européenne » la transformation de la zone euro en une zone économique fédérale, en s'appuyant sur des conglomérats industriels taillés pour mener la guerre économique dans le cadre des traités de libre-échange, et essentiellement dominés par le capital privé allemand, la France se recentrant sur les startups et les services numériques.

À cette vision d'une industrie européenne asservie à la finance et aux ambitions militaro-sécuritaires, le PCF se doit d'opposer celle d'une renaissance industrielle autour de grands, de moyens et de petits projets utiles afin de répondre aux grands défis qui se posent à notre pays, à l'Europe et au monde avec les quatre grandes transitions : écologique, urbaine, démographique et numérique. Cette renaissance implique de penser un continuum entre industrie et service, en particulier quand ceux-ci sont publics. Elle nécessite une appropriation sociale des brevets en en faisant des Communs protégés par des licences de réciprocités. L'investissement dans la Recherche & développement, dans la formation, dans la transmission des savoir-faire entre générations, dans l'emploi, est décisif. La puissance publique doit reprendre la main sur les industries stratégiques, y compris par des nationalisations partielles ou totales, pour imposer les choix politiques stratégiques nécessaires, avec le concours actif des salariés et des citoyens représentés par leurs élu.e.s. Ils ne peut y avoir de politique énergétique, d'aménagement, de défense ou de transport sans avoir les moyens industriels de les mettre en œuvre, sinon les élu.e.s de la commune à l'Europe sont condamné.e.s à mettre en œuvre des politiques que les grands groupes industriels leur proposent sur l'étagère. Cette renaissance industrielle sera porteuse de coopération européenne et internationale à la mesure des défis à relever et avec le souci de mutualiser les coûts en recherche, en développement et en capital. 🚩

Yann Le Pollotec  
Membre du CEN

## Pique

Allez savoir pourquoi la fête de la ministre du Travail, Muriel Penicaud, contemplant le Président Macron en train de signer, solennel, ses ordonnances sous les ors de l'Élysée m'a fait penser à celle de Mme de Lamballe, courtisane volontiers représentée sur des gravures en compagnie de Marie-Antoinette, ou du roi Louis XVI ? Serait-ce les mêmes fri-settes ? les mêmes risettes ? les mêmes courbettes ? le même sourire un peu niais ? Étrange association d'idées, surtout si l'on se souvient que le chef de Mme de Lamballe a fini au bout d'une pique. 🚩

Gérard Streiff



à l'occasion du centenaire de la Révolution d'Octobre 1917

## RÉVOLUTION<sup>S</sup>

une initiative du Parti communiste français

### Sur les murs du fil rouge d'octobre

DU 12 OCTOBRE AU 4 NOVEMBRE

#### EXPOSITION

110 affiches révolutionnaires pour la plupart inédites conçue et réalisée par Alain Gesgon et le CIRIP (Centre international de recherche sur l'imagerie politique)

avec projection en continu du film *Octobre* (1928) de Sergueï Eisenstein

ouverture du lundi au vendredi : 10-18h  
les samedis 28 octobre et 4 novembre : 10h-18h

JEUDI 12 OCTOBRE : 18H30

#### VERNISSAGE

avec Alain Gesgon

20h30 : projection du film *1917, il était une fois la révolution* en présence du réalisateur Bernard George  
EN AVANT-PREMIÈRE



1. Le groupe national d'armement terrestre issu du GIAT qui lui-même tire son origine des arsenaux et manufactures d'armes.  
2. Groupe privé d'armement appartenant à la famille Bode-Wegmann.  
3. [https://www.lesechos.fr/11/05/2017/LesEchos/22443-072-ECH\\_technipfmc---la-fusion-tourne-a-l-avantage-des-americains.htm](https://www.lesechos.fr/11/05/2017/LesEchos/22443-072-ECH_technipfmc---la-fusion-tourne-a-l-avantage-des-americains.htm)  
4. Conglomérat industriel italien dont l'activité principale est l'armement.  
5. Groupement d'intérêt économique.  
6. European Aeronautic Defence and Space company.  
7. Alstom a un carnet de commandes rempli pour 4 ans et comme par hasard les garanties sur l'emploi sont fixées sur 4 ans.